

SOUTIEN À L'EMPLOI DES JEUNES

La création de microentreprises ouverte dans tous les secteurs

La création de microentreprises dans le cadre du soutien à l'emploi des jeunes est ouverte dans tous les secteurs, sauf pour l'élevage du cheptel dans les zones frontalières.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La mesure de gel de certaines activités financées par l'entremise de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) est levée depuis le 2 janvier 2011. C'est ce que le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, a indiqué hier à l'hôtel Safir-Mazafran, à l'occasion d'un séminaire algéro-espagnol sur l'appui au développement des initiatives locales de l'emploi. Ainsi, et sur avis des commissions idoines, les porteurs de projets pourront investir et créer leurs entreprises et activités dans tous les secteurs, notamment dans les transports, la location des équipements et machines, la

joaillerie..., mais à l'exception de l'élevage de cheptel dans les zones frontalières. En outre, les jeunes porteurs de projets sont désormais dispensés des frais de constitution de dossier et d'étude de faisabilité (1 700 DA) appliqués par l'Ansej, d'autant qu'ils bénéficient gratuitement de l'assistance technique, du consulting et de l'accompagnement et du suivi. Des mesures à même de booster l'emploi des jeunes et la création d'activités économiques et de bien-être, par le biais de l'initiative locale. Or, tant les élus que les responsables locaux ne prennent aucune initiative en ce sens, en attente des directives de la tutelle et ne s'impliquent pas et ne savent pas exploiter



Photo : DR.

les divers politiques et mesures incitatives initiées. Ce qui a suscité l'ire manifeste de Tayeb Louh, appe-

lant à changer de mentalité et convaincu tant de la vocation de son département en tant que stratège et de l'im-

pulsion d'une politique en ce domaine, que de la nécessité d'encourager l'investissement créateur d'emploi et d'impliquer davantage et de manière décentralisée les acteurs et opérateurs publics et privés au niveau local.

Et dans la mesure où les dispositifs publics d'aide à l'emploi, dans le cadre du plan d'action lancé dès

2008, ont permis la création, en 2010, de 531 000 postes, principalement dans les secteurs du BTP et des services, et essentiellement dans le secteur privé. Et que le taux de chômage a connu une baisse de 10,2% à 10%, selon une récente enquête de l'Office national des statistiques (ONS).

En notant que 99 691 postes d'emploi ont bénéficié aux universitaires, quoique le chômage des diplômés reste prégnant et ne peut être résorbé que dans l'industrie et les services. Mais aussi en sachant exploiter l'expertise espagnole en matière d'appui local à la politique de l'emploi. Impulsée par une convention signée en septembre 2010 entre l'Agence nationale de l'emploi (Anem) et l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), cette expertise est expérimentée à titre pilote dans les wilayas de Blida et Aïn Témouchent, à vocation industrielle et touristique.

C. B.

STATUT DE L'ARTISTE

Le satisfecit des syndicats

Les mesures annoncées par la ministre de la Culture, il y a un mois, ont apparemment satisfait les deux syndicats des artistes affiliés à l'Union générale des travailleurs algériens. «70 % des revendications relevant du statut de l'artiste ont été prises en charge. Nous souhaitons que les choses continuent d'avancer sur la même lancée», a indiqué, hier, Mourad El Baez, président de la Fédération nationale des artistes lyriques (FNL), au cours d'une conférence de presse animée au siège de la Centrale syndicale, à la Maison du peuple. En effet, il y a un mois, M^{me} Khalida Toumi a validé le dossier de la sécurité sociale concernant les artistes et donné son aval pour la création d'un fonds de solidarité. Il y a trois ans, le Syndicat des artistes algériens et la FNL ont soumis au ministère de la Culture une plate-forme de cinq revendications. Il s'agissait de la sécurité sociale, du fonds de solidarité, de carte professionnelle, du quota réservé aux deux syndicats pour participer aux différentes festivités culturelles et du statut de l'artiste. «Sur les cinq points, deux ont été résolus.

Certes, la réponse a été longue, mais elle a été favorable», a ajouté M. El Baez, expliquant que la satisfaction de ces deux doléances est un pas important. «Désormais, quand un artiste décroche un contrat de travail, le ministère de la Culture prend en charge 25% de sa cotisation auprès de sécurité sociale. Le fonds de solidarité sera un fonds social destiné à aider les artistes en détresse», a soutenu M. Mourad El Baez, indiquant que les procédures techniques de gestion de cet organisme n'ont pas encore été décidées. «Nous souhaitons que la tutelle consacre 10 % de son budget pour financer ce fonds», a-t-il dit. Trois revendications n'ont pas encore été satisfaites et les syndicalistes ne peuvent pas se prononcer sur le processus des négociations.

«S'agissant de la carte professionnelle, M^{me} Khalida Toumi a donné son accord ; toutefois, ce sont les modalités techniques qui posent problème.

Nous avons proposé une commission mixte pour étudier ce dossier et définir les critères d'éligibilité, ce que la tutelle a refusé», a ajouté l'orateur.

La Fédération nationale des artistes lyriques compte, selon son président, 18 000 adhérents. «Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous poursuivrons la lutte», a-t-il conclu.

Irane Belkhedim

Résultats de l'enquête de l'ONS sur l'emploi et le chômage

Selon une enquête de l'Office national des statistiques (ONS), relative au quatrième trimestre 2010, le taux de chômage passe de 10,2% en 2009 à 10,0% en 2010, avec une diminution du chômage de longue durée qui passe de 6,8% en 2009 à 6,4% en 2010. En matière d'emploi, l'ONS relève une augmentation de 2,3% du nombre de salariés permanents, une hausse de 4,05% du nombre d'employeurs et indépendants ainsi que l'augmentation de 4,8% du nombre de salariés non permanents et apprentis. De même, la création d'emploi a été générée à 45,4% dans le secteur du BTP, à 38,65% dans l'industrie et à 15,95% dans le commerce et les services.

En termes de répartition par secteur juridique, 57,9% des emplois ont été créés dans le secteur privé (73,8% en 2009) et 42,1% des emplois dans le secteur public (26,2% en 2009).

C. B.

DISPOSITIFS PUBLICS D'AIDE À L'EMPLOI : 531 000 postes créés en 2010

Les dispositifs publics d'aide à l'emploi ont généré la création en 2010 de 531 000 postes d'emploi dont 181 839 par l'entremise de l'Anem, 273 141 postes par le biais du dispositif de soutien à l'insertion professionnelle et 75 937 postes d'emploi directs ont été créés au niveau de 35141 microentreprises.

C. B.

LE DGSN À PROPOS DE TOUTE PERSONNE EN GARDE À VUE :

«Elle a droit à la visite de la famille, à un médecin et un avocat»

Des efforts ininterrompus sont déployés en vue d'assurer une couverture sécuritaire globale du territoire national et faire face à toutes les formes de criminalité, a affirmé hier à Biskra le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel.

Le DGSN a précisé, au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la 8^e Sûreté urbaine de la cité Sidi Ghazal, à Biskra, en marge d'une visite d'inspection dans cette wilaya, que la couverture sécuritaire du territoire national est estimée actuellement à 70% et que des efforts sont consentis pour porter ce taux à 100%.

A une question sur le programme de la DGSN pour le renforcement des laboratoires d'expertise scientifique, il a indiqué que la police judiciaire «travaille sur l'établissement de preuves matérielles» et fait part de «l'ambition de la

police algérienne de doter chaque Sûreté de wilaya d'un laboratoire», avant d'ajouter qu'il n'y a pas de «recette miracle» dans la lutte contre la criminalité.

Estimant que le citoyen est le premier responsable de la sécurité, le général-major Abdelghani Hamel a noté que le développement de la relation entre la Sûreté nationale et les citoyens est une «préoccupation majeure», appelant la société civile à coopérer avec les services de police. «Des efforts importants sont déployés par la DGSN pour valoriser la police de proximité» et les Sûretés urbaines «sont là pour assurer cette mission»,

a-t-il encore dit.

Il a également insisté sur le respect des droits de l'homme lors du placement de toute personne en garde à vue. Il a affirmé, à ce propos, que toute personne gardée à vue a le droit à communiquer avec sa famille et à accéder à un médecin et un avocat.

Evoquant la relation de la Sûreté nationale avec les médias, il a assuré «œuvrer au renforcement de la cellule de communication en ressources humaines et matérielles, et à l'installation de cellules analogues au niveau de chaque wilaya».

Le DGSN a par ailleurs démenti toute déclaration de sa part critiquant la formation du personnel de la Sûreté nationale. Il a affirmé n'avoir fait «aucun constat» à ce propos, soulignant que la formation doit évoluer avec l'environnement et la criminalité.

Il a toutefois fait part d'une révision de la fiche, de la carte et de la durée de formation pour chaque grade, signalant que la formation de base pour le personnel de la Sûreté doit être de deux années, «aussi bien pour les agents que pour les officiers».

La récente augmentation de 50% des salaires des personnels de la Sûreté nationale sera, a-t-il rappelé, effective en février prochain avec effet rétroactif à partir de 2008, en plus de plusieurs avantages accordés dans le cadre de conventions avec Air Algérie, l'ENTMV (Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs), la CAAT (Compagnie algérienne d'assurances), et la réservation de quotas pour les travailleurs de la police dans les programmes de logements sociaux participatifs (LSP).